

L'AFRIQUE POSTCORONIALE

MAURICE SIMO DJOM

09/06/2020



1puissance 55

Il y a du bon dans toute crise. Dans ce deuxième volet de ma trilogie postcoroniale, je soutiens que l'Afrique postcoroniale dévoile plusieurs tendances dont certaines sont pleines d'espoir et révèlent la capacité du continent à dérouter les prophéties auto-réalisatrices et à enfanter de l'inédit.

1/ L'Afrique qui tend la main

Crise après crise, le mainstream de la gouvernance africaine tire les mêmes conclusions mais se garde bien de joindre l'action au constat. A quelques exceptions près (quelques cinq pays **dont le PIB est tiré par le secteur primaire, notamment l'agriculture**), la structure extravertie des économies du continent à travers l'exportation des matières premières et l'endettement figure au premier rang des leçons tirées, de la crise des matières premières de la décennie 80 à la crise du pétrole de 2015, en passant par la crise financière de 2007. Cette dépendance structurelle aux fonds et débouchés étrangers prédispose à une faible résilience. Cette fois encore, le mantra reviendra : **diversifier l'économie ; produire plus ; transformer localement ; accroître les échanges locaux et**

discipliner la gestion des affaires publiques...

Pourtant, il y a peu de chances que des actions concrètes soient accomplies pour éviter que le cercle vicieux ne refasse une boucle.

Bien au contraire, la réponse de l'Union africaine a été de mandater une équipe de « 5 fantastiques » pour négocier des moratoires de la dette. Ce réflexe qui colporte la croyance quasi-magique selon laquelle il faut spontanément se tourner vers l'extérieur pour résoudre la crise est insuffisant. L'institution faïtière semble prise au piège de la dette extérieure. Elle n'entrevoit pas le développement de la désintermédiation financière locale qui aurait pu être une source de réduction de l'extraversion. Elle n'écoute pas non plus ces voix qui s'élèvent en Afrique et appellent à une gestion plus saine des affaires publiques, pour dénoncer la ponction

des richesses de l'Afrique par les multinationales étrangères ; le détournement des prêts par les dirigeants politiques ; les taux d'intérêt réels de la dette excessivement élevés...

Parlant de la bonne gouvernance, des personnes averties ont notamment pointé du doigt le caractère pléthorique de certains gouvernements africains. Réduire leur taille conviendrait parfaitement aux exigences de crise voire de logique tout court. A quoi serviront les moratoires de la dette internationale si les ressources collectées seront gérées par une bureaucratie lourde et budgétivore faite de soixante-cinq ministères dans un pays dont le PIB est de 36 milliards de dollars ?

2/ L'Afrique qui résiste

La crise nous apprend que **le continent est doté d'une capacité de résistance méconnue** qu'il faut étudier de façon sereine. Les supputations iront bon train sur les raisons de notre résilience. Toutefois, ces supputations n'auront d'égal que les *a priori* défavorables qui ont gouverné les prévisions macabres dès l'essor de la covid-19. En effet, des voix s'étaient élevées pour augurer l'hécatombe pour l'Afrique. Tout se passe comme si le vocable « Afrique » rime avec ce qu'il y a de pire, d'innommable et de tragique. Que le pire présagé ne se soit pas produit est la preuve que ce qu'on dit de l'Afrique relève plus de la construction que de la réalité. Les théoriciens du chaos africain n'ont pas désarmé. De nombreux Cassandre continuent d'augurer l'apocalypse.

Donc, *cette crise est bonne* car elle montre que **l'Afrique sait échapper à des prophéties auto-réalisatrices**. Dont acte. Pour autant, il faut rester vigilant ; face à l'échec de la prophétie auto-réalisatrice, il y a une éventualité : soit les orchestrateurs renoncent, soit ils reviennent à la charge avec plus de fougue.

Quoi qu'il en soit, malgré la faiblesse relative de la contamination, une partie importante du continent sera saisie d'une violente récession due à la faillite de milliers d'activités de l'informel ; à l'interruption brutale des transferts de la diaspora, filets de sécurité pour une bonne part d'Africains ; à la sécheresse des sources de devises de l'Etat, etc.

Cependant, ce n'est pas uniquement face à la crise

économique qu'il faudra montrer résilience et caractère. Il faudra aussi résister à des menaces liées à **la biopolitique régulatrice**. En décembre, alors que le virus stratégique faisait encore ses premiers pas, une expérimentation troublante était lancée au Kenya et au Malawi, sous la forme de sondages visant à savoir si les populations sont prêtes à accepter **le marquage sous-cutané encapsulé dans des nanoparticules** (en français facile, injection des puces électroniques). Le but affiché par cette nanotechnologie est d'inscrire dans les corps la preuve du vaccin car la nanoparticule insérée sous la peau au moment de la vaccination y séjourne et émettra une lumière fluorescente invisible à l'œil nu mais visible par un smartphone.

Seulement voilà, en l'état actuel des choses, les pays africains n'ont pas les moyens de certifier que cette biotechnologie est dénuée de tout but inavoué. La chronique des scandales de vaccination connus et dont l'Afrique a payé le prix fort doit nourrir **la méfiance des Africains à l'égard de toute pratique de biopolitique poussée** : utiliser le corps au même titre que l'idéologie (ce que font les systèmes politiques) ou la conscience (ce que font les religions) pour limiter les possibilités de l'homme, mais surtout de la population.

En effet, du point de vue foucauldien, **la biopolitique n'a pas pour fonction d'agir seulement sur le corps individualisé mais sur la masse critique**. Les débats sur la dépopulation sont des corpus existants ; les fantasmes suscités dans des sphères occidentales par la pyramide des âges du continent ne devraient pas laisser indifférents à Lagos, à Kinshasa ou à Accra. Les Africains doivent faire preuve de résistance en formulant de multiples corpus de défiance vis-à-vis des pratiques de biopolitique poussée.

Du reste, **un vent de contestation de la biopolitique du vaccin souffle sur le monde**. 27% de Français s'opposent au vaccin anti-Covid-19. Aux USA, des pétitions fort courues sont lancées contre les philanthrocapitalistes, ceux-là même qui financent des expérimentations douteuses en Afrique. Le continent africain gagnerait à être traversé par cette biocontroverse. Un débat s'y déroulera sur le bien-fondé du vaccin-solution-miracle. Les uns formuleront **défiance et subversion vis-à-vis de la solution controversée des philanthrocapitalistes** tandis que les autres voudront qu'on en finisse avec la Covid-19 et que la vie reprenne son cours.

Ceux-ci taxeront ceux-là de complotistes. *In fine, il est souhaitable que la défiance l'emporte sur la naïveté.*

3/ L'Afrique qui propose

Cette crise est bonne car elle a révélé le potentiel innovant des peuples, soit en matière de technologies de communication à distance, soit en matière de soins alternatifs. De tous les continents, l'Afrique est celui qui a le plus affiché sa détermination à remuer les méninges dans l'optique de sortir des rangs et d'accoucher l'inédit. Cela est salutaire pour l'humanité car il n'est pas souhaitable que le monde entier soit prisonnier de la pensée unique du Big Pharma.

Mélange d'innovation, de questionnement et d'introspection, les **solutions sanitaires** sont expérimentées çà et là. Il serait intéressant de les approfondir et de les généraliser, au-delà de la crise. Développées à rebours des injonctions de l'ordre global, Apivirine, Fagaricine, Covid-organics, Corocur, entre autres sont la manifestation d'une réflexion subversive. Le président malgache **Andrei Rajoelina** ; le médecin congolais **Jérôme Munyangi** ; l'archevêque camerounais **Samuel Kleda**, le cardiologue camerounais **Euloge Yiagnigni** ; le médecin burkinabé **Valentin Agon** entre autres représentent l'espoir de l'Afrique. Ils nous enseignent que face à un problème, nous devons chercher prioritairement des solutions autour de nous, dans notre proche environnement, et « ne pas attendre l'OMS 60 ans après les indépendances », comme dirait le premier cité.

L'Afrique doit tirer de cette crise un impératif d'enrichissement de l'offre sanitaire mondiale. Le modèle néolibéral tiré par la volonté d'accumulation a appauvri cette offre et multiplié les scandales. Les chances du monde de sortir de cette dictature du tout-profit reposent désormais sur les épaules de l'Afrique postcoloniale.

4/ L'Afrique qui guerroye

Mais cette offre ne sera pas acceptée de gaieté de cœur. La crise nous a révélé ce que sera le monde si l'Afrique suit cette intuition de retour à l'écologique, qui est une menace pour le grand capital : une guerre cognitive rude opposera le Big Pharma

aux offres de médecine patrimoniale. Usant de désinformation, les grands media arbitreront en faveur du grand capital mais il faudra que l'Afrique postcoloniale développe des méthodes alternatives de construction de l'opinion africaine qui garantissent son autonomie intellectuelle.

Les événements de Madagascar (mai 2020) montrent que rien ne sera donné et qu'en conséquence, **la bonne réponse à opposer à l'ordre régnant est la stratégie**. A bon chat bon rat. Suite à des analyses réalisées par l'Institut Pasteur qui avaient révélé 67 cas positifs, le gouvernement a sollicité des contre-expertises dans plusieurs laboratoires différentes à Madagascar et ailleurs dans le monde, ce qui a révélé un écart de 62 cas positifs. Le mea culpa de l'Institut Pasteur suite à ce geste stratégique du gouvernement malgache est une autre preuve **de l'échec d'une prophétie auto-réalisatrice**.

Dans cette guerre qui, on le voit, ne sera pas seulement cognitive ; qui mobilisera plusieurs ressorts, l'Afrique coloniale aurait dû poser un acte symbolique : aider l'Europe quand celle-ci comptait ses morts en milliers par jour. Quand je dis « aider l'Europe », je fais référence non pas à un plan Marshall, mais à une mobilisation dont la portée serait avant tout symbolique, en termes de renversement des stigmates. Aider l'Europe, comme l'a suggéré Mohamed H'midouche dans une tribune parue dans *Maroc Diplomatique*, aurait permis de montrer que la conjoncture et les défis sont le propre de l'humanité en général et que leur instrumentalisation n'est pas un signe d'humanisme. Cette démarche aurait été utile pour décomplexer l'Africain et l'inscrire dans le jeu comme acteur et non comme spectateur.

Les crises sont bonnes car elles révèlent les fragilités de ceux qui semblent favorisés par les actuels rapports de pouvoir. Il importe que l'Afrique postcoloniale soit opportuniste et transforme toute crise en guerre. C'est à ce prix qu'elle s'émancipera. Il importe aussi que le continent creuse le sillon de son autonomie intellectuelle. L'enjeu est d'opérer le « découplage » et de réduire la dépendance à l'extérieur, tactique tant souhaitée par de nombreuses voix rarement écoutées.

Ce réflexe qui s'installe dans le champ des soins de santé doit irriguer l'action politique et économique. Tenons par exemple : sur le plan économique, la

répétition des crises provoquées par la modernité occidentale appelle à la remise en cause du modèle dominant de la course à la taille. Pour réduire la vulnérabilité à l'ordre global, il faut écouter ceux qui plaident pour l'intensification des échanges de l'échelle locale, notamment à travers **les monnaies complémentaires** pour financer des écosystèmes locaux pouvant tenir de façon indépendante dans des communautés de taille réduite. Il est probable que de tels écosystèmes résisteront plus aux chocs exogènes, car l'expérience a montré que les crises qui secouent l'Afrique ne naissent pas en Afrique.

Cette tendance qu'a toujours eue l'Afrique précoloniale de penser grands projets, endettement, coopération, insertion dans le marché-monde, dans le sillage du Consensus de Washington, est inopérante. Elle sert les institutions internationales et favorise une petite bureaucratie locale mais maintient l'Afrique dans l'illusion du progrès. Aujourd'hui, il n'est plus seulement question de réciter des recettes que personne n'appliquera ; il est urgent d'opérer un changement tellurique de paradigme, en entrant de plain-pied dans **la pensée postcoloniale**.

Prochain Global Brief de la trilogie : **la pensée postcoloniale**